

La lettre de Mouvement Communiste

Numéro 1
2002

Février

ARGENTINE – LA COHESION SOCIALE VOLE EN ECLATS

ACTIONS INSURRECTIONNELLES EN SÉRIE

Les prolétaires argentins ont payé cher d'avoir osé faire chuter le gouvernement honni de De la Rúa : 33 morts (dont 24 à Buenos Aires, 5 à Santa Fe, 1 à Córdoba, 1 à Tucumán, 1 à Corrientes, 1 à Rio Negro), des centaines de blessés graves (dont 185 à Buenos Aires) et des milliers d'emprisonnés (dont 2 400 à Buenos Aires). Les forces de répression (police fédérale dans la capitale, gendarmerie et polices provinciales, ailleurs) s'en sont données à cœur joie en faisant la chasse aux sans réserves, y compris lors des attaques des supermarchés. En dépit d'une longue série de répressions sanglantes, ce n'est pas la première fois que les prolétaires argentins se révoltent contre leur condition. De 1993 à aujourd'hui, les grèves (12 grèves générales en 2000 et 2001), les manifestations, les blocages de routes (depuis 1996) et les émeutes n'ont pas manqué.

Avant les 19 et 20 décembre 2001

Décembre 1993 : Santiago

Pendant plusieurs jours, des manifestants détruisent les bâtiments de l'administration provinciale et les maisons des politiciens locaux. Ceci faisait suite aux grèves et aux manifestations des employés de l'administration. Ce sont les premières actions contre les mesures Cavallo.

Juin 1996 : Cutral Có

Pendant une semaine, la route fédérale 22 est coupée par les « *piqueteros* » de Cutral Có et Plaza Huincul. Affrontements avec la gendarmerie. Le gouverneur doit procéder à des distributions de nourriture.

Mai à juillet 1997 : Cutral Có, Tartagal, Jujuy, Cruz del Eje

Pendant 45 jours, des milliers de « *piqueteros* » bloquent les routes de plusieurs provinces pour exiger des mesures d'aide financière, de la nourriture, l'arrêt des coupures d'eau et de courant aux chômeurs. Fin mai, à Jujuy, les ouvriers de sucrerie sont en grève contre les licenciements (dans une industrie qui avait déjà perdu 4 000 emplois depuis un an). Affrontements avec la police, le 29 mai, lors du dégagement d'une route bloquée.

1998 : Corrientes

Lors de la chute de Menem, une grève des employés de cette ville se transforme en blocus des ponts au-dessus du fleuve Paraña, reliant la ville à la province du Chaco. Les « *piqueteros* » ne manquent pas le rendez-vous, L'Alliance de De la Ruá, fraîchement installée au pouvoir, fait tirer sur les manifestants : dix morts. S'en suit une semaine d'agitations.

Décembre 1999 et Mai 2000 : Tartagal et Mosconi

Par deux fois, les habitants de Tartagal et de Mosconi (Nord de la province de Salta) occupent les deux villes pendant plusieurs jours. Les revendications concernent aussi bien les ouvriers que les chômeurs et d'autres catégories de travailleurs. Suite à l'assassinat d'un ouvrier lors d'une manifestation, en Mai 2000, les habitants de Mosconi expulsent les gendarmes de la ville.

10 Novembre 2000 : Emeute à Tartagal

La mort d'un chauffeur de bus de 37 ans (sans salaire depuis huit mois) lors d'une manifestation déclenche une émeute. Les manifestants incendient les bâtiments publics et prennent des policiers en otage. A Mosconi, les barrages sur la route 34 se poursuivent où reprennent les combats entre « *piqueteros* » et policiers.

13 Décembre 2001 : Grève générale et manifestations

A Buenos Aires, grève totale des transports et des banques. Nouveaux barrages de routes par les « *piqueteros* ». Manifestations à Córdoba, assorties des inévitables heurts avec la police.

Les actions insurrectionnelles des 19 et 20 décembre constituent l'aboutissement de ces années de lutte, de misère et de répression. Mais le recul partiel et temporaire de l'Etat, est tout autant le fait de la poussée d'en bas contre les dernières mesures de De la Rúa que du pourrissement par la tête de la classe dirigeante. Si, cette fois, les travailleurs ont pu obtenir un premier résultat en fragilisant encore davantage l'exécutif, leur situation catastrophique n'en change pas pour autant. Environ 40 % de la population est au chômage ou en sous-emploi (18,6% de chômeurs et 20% de sous-employés). Plus de dix millions d'Argentins vivent en dessous de ce que les bourgeois appellent pudiquement « *le seuil de pauvreté* » (près du tiers des Argentins) et 40 % d'entre eux sont obligés de travailler au noir.

L'ensemble des médias et des spécialistes de l'Argentine répétait sans cesse, début décembre, que ce pays était « *à bout de souffle, au bord du gouffre* ». Ils égrenaient la litanie des innombrables facteurs de crise économique et des grèves, s'inquiétant avec commisération de la lutte des « *piqueteros* ». Mais ils n'imaginaient pas que, derrière les chiffres, il pouvait y avoir des prolétaires capables de passer à des actions bien plus dures.

LES JOURNÉES DES 19 ET 20 DECEMBRE

Fin 2001, l'agitation s'était emparée de tout le pays, de Córdoba à Neuquén, de La Plata à Rosario, contre les pouvoirs locaux, les politiciens et la politique en général. La colère populaire visait les gouverneurs des provinces et s'exprimait en soutien aux luttes des enseignants et des employés de banque, contre la diminution des salaires des fonctionnaires décidée par l'exécutif. Le soutien n'avait pas non plus fait défaut aux grévistes du secteur privé, à l'instar de ceux de l'entreprise Zanón, à Neuquén. Les 19 et 20 décembre 2001, presque toutes les grandes villes (dont Buenos Aires, Córdoba, Santa Fe et Tucumán) ont été traversées par des manifestations combatives.

BUENOS AIRES

Le 19, plusieurs manifestations de cent à deux mille personnes ont quitté les banlieues avec deux objectifs précis. D'une part, satisfaire les besoins pressants de nourriture, médicaments et habits par des attaques de supermarchés, de pharmacies et de nombreux petits commerces. D'autre part, frapper certains des principaux responsables directs de l'appauvrissement (banques, compagnie du téléphone, etc.). Mais les défilés ne se sont pas arrêtés là. Le centre de Buenos Aires, en direction de la place de Mai et de la Casa Rosada (le palais gouvernemental), a été investi à son tour. Les manifestants ont exigé la démission du gouvernement. L'approche des lieux du pouvoir ne s'est pas faite sans difficulté. A plusieurs reprises, des milliers de policiers à pied et à cheval ont tenté de stopper l'avancée des travailleurs en révolte. De nombreuses voitures ont été incendiées et des barricades dressées. Malgré l'état de siège proclamé à la hâte par De la Rúa, les manifestations n'ont pas été dispersées. Il y avait un parfum de mai '68 et de printemps de Pékin. Outre les prolétaires, on comptait notamment parmi les participants des manifestations des fonctionnaires et des gens issus des couches moyennes de la société, sérieusement touchés par les dernières décisions gouvernementales. A l'exclusion des classes dirigeantes, pratiquement toutes les classes de la société se sont engagées activement dans le combat.

Les images de la répression féroce des défilés, largement rediffusées par les chaînes de télévision, ont eu un effet amplificateur. Le lendemain, 20 décembre, dès 9 heures du matin, des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés dans les avenues environnant la place de Mai. Les affrontements avec la police ont repris, toujours avec l'intention déclarée de faire chuter le gouvernement. « *¡Qué boludos / qué boludos!, el estado de sitio / se lo meten en el culo!*" et "*¡Que se vayan, que se vayan!*" »¹.

Nouvelles charges de police à cheval, gaz lacrymogènes, avancées et reculs des manifestants. Jets de pierres, pavés. Tir à balles en caoutchouc, puis tirs à balles réelles. Les habitants du quartier se rangent du côté des insurgés. Pendant les affrontements, les attaques se poursuivent contre les institutions financières et des entreprises jugées responsables de la dégradation de la condition populaire (Citibank,

¹ Traduction : « *Connards ! Connards ! L'état de siège qu'ils se le foutent au cul ! Qu'ils se barrent ! Qu'ils se barrent !* »

Fiat, HSBC Bank, Banco Comafi, Banco Provincia, Mc Donald's, etc.). Vers 13 heures, l'affrontement atteint son paroxysme. Des voitures et des édifices sont à nouveau incendiés. Les manifestants ne montrent aucun signe de faiblesse face au durcissement de la répression. Vers 17 heures, des jeunes des banlieues organisés en cortège de plusieurs centaines de motos chargent la police par le nord de la place. Le choc est brutal. Les flics tirent à balles réelles : deux morts. Après neuf heures de combat, à partir de 18 heures, la plupart des manifestants commence à refluer. Des escarmouches sporadiques continueront jusqu'à la nuit.

CÓRDOBA ²

Le mardi 18 décembre, le syndicat des employés municipaux rompt les négociations salariales avec le maire de Cordoba Kammerath. Le 19 au matin, à la mairie, une assemblée des employés se fait déloger par la police. En retour, les travailleurs tentent d'incendier le bâtiment public. Puis, ils se répandent dans les rues où, aidés par la population, ils dressent des barricades. Alertés des événements, les ouvriers de plusieurs usines se mettent aussitôt en grève. La police tire des balles en caoutchouc sur les travailleurs de Luz y Fuerza (EDF locale).

Les affrontements se sont poursuivis pendant quatre heures. Des supermarchés ont été pillés. A 17 heures, une assemblée comprenant les représentants des employés municipaux et d'autres entreprises de l'Etat, les syndicalistes de la CTA et de la CGT « *Hugo Moyano* », ainsi que des militants de base se réunissent en assemblée et décident d'appeler pour le lendemain à 10 heures, à une manifestation contre l'état de siège, la répression policière et pour la démission de De la Ruá.

A 18 heures, à Nueva Córdoba - banlieue de classes moyennes et siège de l'université – débute un concert de casseroles qui se transforme en un défilé de 20 000 personnes. Sa destination ? Le parlement régional, aux cris de « *Que se vayan* » et « *El estado de sitio se lo meten en el culo* ».

Le 20 décembre, 3 000 ouvriers manifestent sur les avenues Colón et General Paz à l'appel des assemblées d'usine. A Córdoba, les manifestants se déplacent vers les banlieues, où, prétextant des attaques de supermarchés, la police tire à nouveau à balles réelles. Un adolescent de 13 ans s'étant emparé d'un morceau de viande dans un supermarché est abattu à Villa 9 de Julio. Les villes de Villa El Libertador et Ituzaingó sont déclarées zones militaires et placées sous contrôle de la gendarmerie. Les combats réunissent ouvriers d'usine et « *piqueteros* » des assemblées de chômeurs.

OÙ VA L'ARGENTINE ?

EDUARDO DUHALDE AUX COMMANDES

Désavoué par les manifestations interclassistes du 28 décembre, dépourvu de tout soutien populaire, Saá (gouverneur péroniste de la province de San Juan), qui venait d'être nommé président après la démission de De La Ruá, est lâché par ses pairs le 30 décembre. Ce jour-là, plusieurs gouverneurs d'importantes provinces (De la Sota, Reutemann, Ruckauf, etc.) se refusent d'assister à une réunion avec Saá pour protester contre sa volonté de rester aux commandes de l'Etat jusqu'en décembre 2003, c'est-à-dire au-delà des élections prévues pour le 2 mars 2002. Contesté par les siens, Saá passe la main. En dépit de son enracinement dans la population (environ trois millions d'adhérents) et de l'appui des grandes centrales syndicales (les deux CGT), le mouvement péroniste, très divisé, ne parvient pas à reprendre seul les rênes d'un pays en ébullition.

C'est pourquoi le mouvement péroniste joue la carte de l'union nationale avec les radicaux. Ces deux partis bourgeois ont occupé, par alternance, l'exécutif de l'Etat depuis 1945. Le soutien de la part de l'Alliance (le parti de De la Ruá), des partisans de Cavallo et d'une partie de la gauche (le *Polo Social*) ne manquera pas.

Le 2 janvier, Eduardo Duhalde (gouverneur péroniste de Buenos Aires) remplace Saá et déclare la faillite du pays. « *Nous n'avons plus un peso pour payer salaires et retraites* », clame-t-il. Dans la foulée, il annonce l'abandon de la parité peso/dollar et la suspension du règlement de la dette.

² Deuxième ville du pays. Ville de l'industrie automobile sinistrée, place forte des luttes ouvrières de 1968-1969.

Liste des principales nouvelles mesures adoptées au 4 février 2002 :

Banques

Une décision de la Cour Suprême déclare inconstitutionnelle l'interdiction de retraits d'argent supérieurs à 1500 pesos par mois sur l'ensemble des comptes entrée en vigueur depuis décembre. Cette interdiction est levée en ce qui concerne les salaires, les indemnités de licenciement et les retraites. Le gouvernement permet aux banques d'émettre des traites négociables en place de cash pour faire face aux retraits effectués. Cette quasi-monnaie permettra de régler emprunts, factures et impôts, préservant la liquidité du système bancaire en dollars et en pesos tout en limitant la quantité de vraie monnaie en circulation. Les magasins, pour garder une clientèle ayant moins accès aux pesos et dollars, à l'instar de Mc Donald's, commencent à les encaisser. 'Pesification' des comptes bancaires en dollars sur la base de 1 dollar pour 1,40 pesos. Ils seront indexés sur l'inflation et sur l'évolution des taux des marchés monétaires. Conversion sur la base de 1 dollar pour 1 peso de l'ensemble des dettes libellées en dollars. Tout ceci pour permettre au gouvernement de mettre la main sur les dollars, les banques devant livrer leurs dollars à la Banque Centrale sur la base de 1 dollar pour 1,40 pesos.

Services publics

Les factures de télécommunications, énergie, eau, seront dorénavant tarifées en pesos (et non plus en dollars). Gelées pendant six mois, elles évolueront ensuite en fonction des variations de l'indice des prix.

Fiscalité

L'Etat compte lever un impôt exceptionnel sur les exportations des compagnies pétrolières. On s'achemine vers un paiement anticipé en dollars à valoir sur les royalties dues au gouvernement. Le revenu de l'impôt a baissé de 30 % en 2001 et encore de 20% en janvier 2002, soit 60 % si l'on compte en dollars. Malgré l'austérité budgétaire, baisse des dépenses de 3,5 milliards de dollars, le déficit de l'Etat aura du mal à rester sous les 3 milliards de dollars comme annoncé. En 2001, le déficit était de 10 milliards de dollars.

Changes

Le gouvernement supprime le double système de changes. La parité fixe d'un dollar pour 1,40 peso utilisée pour le commerce extérieur est abolie. Le peso flottera 'librement'. Le dollar s'échangeait à plus de 2 pesos début février. La capacité de la Banque Centrale à défendre sa monnaie est limitée par le niveau des réserves, 14 milliards de dollars contre 33 fin 2000. Il compte sur le plan d'austérité budgétaire et sur l'appauvrissement des Argentins qui devrait entraîner la chute des importations et rétablir une balance commerciale largement bénéficiaire (12 milliards de dollars annoncés).

Quelques conséquences pour les principaux agents économiques :

Entreprises

Les entreprises qui produisent des marchandises en Argentine en vue de les exporter verront leurs coûts de production diminuer, alors que leurs recettes seront toujours libellées en devises fortes. En revanche, les sociétés qui ne sauront pas exporter seront pénalisées par la nouvelle et brutale réduction de la solvabilité des différents agents économiques et des consommateurs privés.

Banques

Si plus de la moitié des transactions se fait en liquide, les dépôts en dollars représentent 70 % du total des dépôts bancaires. Les actifs des banques totalisant 16,5 milliards de dollars, leurs pertes potentielles pourraient atteindre s'élever à une cinquantaine de milliards dollars. Rien que la conversion des emprunts de moins de 100 000 dollars devrait leur coûter 7 milliards de dollars. Les faillites des créanciers vont se multiplier, minant d'autant les résultats des banques affectés par l'apparition de nombreux cas d'insolvabilité. A titre de compensation, les banques devraient recevoir le produit d'une taxe prélevée sur les revenus de l'exportation de pétrole (6,2 milliards de dollars). Cette nouvelle taxe est supposée rapporter 800 millions de dollars par an.

La tâche du dernier occupant en date de la Casa Rosada n'est cependant pas simple. Il devra regagner la confiance d'une large partie de la population argentine envers l'Etat et, peut-être, faire face à des combats renouvelés de la part du prolétariat du pays. Aussi, les farouches luttes de couloir entre factions péronistes, notamment chez les gouverneurs des provinces, ne lui laissent-elles pas une grande marge de manœuvre. Une réaction mitigée ou carrément négative des milieux d'affaires internationaux affaiblirait son plan. Celui-ci a toutefois bénéficié de l'accueil enthousiaste de l'Union industrielle argentine, le syndicat patronal, qui s'est félicité des nouvelles mesures.

ENTRE CRISE FINANCIERE ET CATACLYSME SOCIAL

Même si les caisses de l'Etat argentin devaient être renflouées grâce à de nouveaux prêts internationaux, il n'est guère exclu, à ce stade de la crise financière, qu'une partie des prêteurs actuels refuse de remettre de l'argent dans le pot en préférant perdre ce qui a été engagé plutôt que courir le risque de nouvelles pertes. En 2001, l'Argentine est le pays qui a reçu le plus d'argent de la part du Fond Monétaire International et d'autres banques. Au total, le FMI et la Banque mondiale ont versé à l'Etat argentin environ 50 milliards de dollars entre 1991 et 2001. Les mises en garde répétées envers une politique économique jugée dangereuse par les grands argentiers mondiaux n'ont pas (ou très peu) été écoutées par les autorités argentines.

L'entêtement de l'équipe Cavallo à défendre coûte que coûte la parité peso/dollar alors que les investissements productifs s'effondraient et, avec eux, la production de marchandises a déterminé :

- La division par deux des réserves de l'Etat. En deux mois (décembre et janvier), environ 15 milliards de dollars ont été utilisés pour soutenir le cours du peso sur les marchés des changes ;
- Le défaut de paiement, depuis décembre 2001, de la dette publique (141 milliards de dollars) ;
- L'accélération de la fuite de capitaux vers des places financières plus sûres. En 2001, plus de 50 milliards de dollars ont été exportés illégalement ;
- L'amplification de la chute de la production de marchandises industrielles et agricoles (en 2001, - 6 % en moyenne pour la première, dont - 40 % pour l'automobile).

Les établissements financiers internationaux chapeautés par le FMI et la Banque mondiale vont malgré tout remettre la main au portefeuille, poussés par la crainte d'une propagation de la crise financière à certains pays européens (Espagne et Italie) et de la crise financière et sociale à d'autres pays d'Amérique du Sud.

Le projet économique esquissé par Duhalde ne manque pas d'attrait pour la bourgeoisie mondiale.

Premièrement, au travers notamment de la dévaluation du peso, il vise à restaurer la compétitivité des marchandises exportées et à restreindre les importations devenues trop chères.

Deuxièmement, il compte assurer aux établissements de crédit les liquidités nécessaires à l'exercice de leur fonction d'organismes prêteurs en transformant d'autorité les dollars en pesos dépréciés.

Troisièmement, par la lutte contre l'évasion fiscale et en s'attaquant à la prolifération des emplois fictifs des fonctionnaires, il poursuit sur la voie de la réduction du budget de l'Etat.

Quatrièmement, grâce au moratoire temporaire et partiel du remboursement de la dette extérieure³ et à l'obtention d'une nouvelle ligne de crédit auprès des grandes banques étrangères (le déblocage de crédits déjà accordés et une nouvelle aide de 15 à 20 milliards de dollars), il pourra se donner les moyens budgétaires d'une politique économique.

Enfin, Duhalde entend s'assurer la paix sociale en lançant une politique de grands travaux (le demi million d'emplois promis et vraisemblablement rémunérés grâce aux prochains prêts du FMI).

Au total, le plan prévoit pour 2002 un déficit fiscal de près de 3 milliards de pesos (1,5 milliard de dollars), avec une inflation annuelle de 15% et une chute du Produit intérieur brut d'environ 5%.

Cela suffira-t-il à calmer le jeu sur le long terme ? Pas si sûr. L'acuité permanente de la lutte des classes en Argentine et les défaillances chroniques de la bourgeoisie locale, en tant que classe dominante digne de ses pairs des pays capitalistes les plus forts, sont deux facteurs chroniques de crise pas prêts de disparaître. Aussi, à plus courte échéance, la cartouche Duhalde pourrait s'avérer un pétard mouillé de plus. Une grande majorité d'Argentins considère les élections et le jeu démocratique comme un leurre supplémentaire.

A ce propos, le soutien de la CGT, seule force de masse capable d'assurer la paix sociale, s'annonce une fois de plus comme essentiel. Son association directe au gouvernement (sur fond, peut-être, de recomposition et de réunification syndicale) est une hypothèse envisageable en fonction du progrès de la lutte de classe indépendante. C'est pourquoi, Duhalde va tenter de faire payer une bonne partie de la

³ L'Argentine paiera seulement sa dette envers les organismes internationaux et les bons d'échange de la dette de décembre dernier, soit six milliards de dollars. Ce montant correspond à la moitié des versements prévus pour 2002, avant le moratoire unilatéral temporaire sur les 40 milliards de la dette privée décrété fin décembre 2001.

facture de la crise fiscale de l'Etat aux classes moyennes, aux petits patrons (seuls à posséder des dépôts bancaires⁴) et aux travailleurs de la fonction publique.

Il trace ainsi une nouvelle « *alliance des producteurs* » (cf. « *l'Argentine productive* » appelée de tous ses vœux le 26 janvier, lors de son premier message radiodiffusé), composée par les patrons de la grande industrie, les ouvriers ayant un emploi et organisés dans la CGT et les chômeurs rachetés par l'octroi de quelques centaines de milliers d'emplois précaires dans l'administration de l'Etat. Pour redorer le blason du péronisme historique, le nouveau maître de l'Argentine n'a pas hésité à promettre au secrétaire général de la CGT Rodolfo Daer de lever les restrictions concernant les comptes bancaires alimentés par les salaires. Après le jugement d'inconstitutionnalité des mesures de restriction des prélèvements bancaires émis fin janvier par la Cour suprême, Duhalde n'a pas perdu de temps pour livrer cet organe de l'Etat à la vindicte populaire et prédire l'apocalypse.

« *J'ai peur de ce qui peut arriver quand les banques ne pourront payer et seront mises en faillite par la Banque centrale. (...) Des millions de gens seront frustrés et auront perdu leur épargne. (...) L'Argentine est au bord de l'anarchie. (...) La première priorité est de préserver la paix sociale. Notre préoccupation porte sur les millions d'Argentins dont les droits élémentaires à la vie, à la nourriture, au travail ne sont pas assurés. (...) Nous devons sortir de cette alliance financière, spéculative, rentière usurière de ceux qui ont confisqué l'argent des Argentins et qui devront rendre des comptes à la justice ici-bas* », a tonné à chaud le démagogue Duhalde. Pendant ce temps, plus sobrement mais non moins efficacement, la Banque centrale décrétait la fermeture pendant deux jours puis deux autres, des banques et des marchés des changes pour empêcher les retraits d'argent.

Si ce dispositif ne parvenait pas à se mettre en place dans les moindres détails et (ou) si le retour aux commandes du péronisme tournait court, il ne resterait plus alors que le traditionnel recours à l'Armée. Celle-ci, bien que son rôle politique de premier plan eut été considérablement réduit depuis la défaite des Malouines en 1982, pourrait à nouveau se proposer en sauveur ultime de la bourgeoisie et de l'Etat. Le bain de sang serait alors la seule solution pratique en mesure de régler la question sociale.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LE PROLÉTARIAT ?

Après plus de trois ans de rudes combats, par leur courage et leur détermination, les prolétaires argentins sont parvenus à chasser l'exécutif de l'Etat et à plonger les classes dominantes dans une profonde crise politique. Ce n'est pas suffisant. Le mode de production capitaliste et l'Etat, dans la plénitude de ses fonctions, sont bel et bien vivants. L'absence de grèves massives significatives dans les usines, dans le commerce et dans les bureaux du secteur privé pourrait peser lourdement sur l'issue de la lutte. Il en va de même de l'incapacité du prolétariat constatée jusqu'ici de se doter d'organes défensifs et politiques centralisés indépendants des autres classes de la société. L'élément quantitatif a fait la force des manifestations insurrectionnelles des 19 et 20 décembre. Mais cet élément n'est rien si le prolétariat ne prend pas la direction, grâce à ses associations autonomes propres qu'il aura su se donner au fil de la guerre de classes, du mouvement de protestation tout entier. Qu'advierait-il du prolétariat si les couches moyennes se hissaient aux premières lignes du front de la lutte de classes avec leur revendication prioritaire de l'accès libre aux comptes bancaires ? L'histoire a enseigné que les exploités n'ont pas grand chose à attendre de ces secteurs de la société, toujours prêts, en dernière instance, à sauver leur peau en s'alliant aux classes dominantes et au détriment de la classe ouvrière.

⁴ A peine 10% de la population argentine a de l'argent placé en banque et 93% des comptes bancaires ne dépasse pas les 30000 dollars. D'après une étude de l'institut patronal d'études économique *Fundacion Mercado*, seulement 1,8% du total des ménages a généré de l'épargne en janvier.

LE PERONISME : DU NATIONAL-SOCIALISME AU NATIONAL-LIBERALISME

AVANT-HIER, LE PERONISME, SYNTHÈSE ARGENTINE DU FASCISME ET DU STALINISME

Grand admirateur de Mussolini et du fascisme, Perón – l'un des officiers supérieurs qui avait pris le pouvoir en juin 1943 par refus d'entrer en guerre contre l'Allemagne - avait compris qu'il fallait intégrer la classe ouvrière - dont le développement industriel de 1935 à 1945 avait multiplié les effectifs par cinq - à l'Etat argentin, quitte à lui accorder des avantages salariaux et sociaux.

Parallèlement, dans un discours prononcé le 29 août 1944 devant les membres de la Chambre de commerce de Buenos Aires, Perón rassura la bourgeoisie en explicitant son projet : « *Les masses ouvrières inorganisées sont dangereuses parce qu'elles ne sont pas intégrées. (...) On a dit, messieurs, que j'étais un ennemi des capitalistes ; mais, si vous examinez avec attention ce que je viens de dire, vous ne leur trouverez pas de défenseur plus décidé que moi, parce que je sais que la défense des intérêts des hommes d'affaires, des industriels, des commerçants, est la défense même de l'Etat* ».

Il va ainsi redistribuer le revenu national sur une base plus large et laisser la classe ouvrière s'organiser dans un cadre normalisé afin qu'elle ne succombe pas aux sirènes stalinienne et demeure sur le terrain du nationalisme argentin, c'est-à-dire essentiellement anti-anglais.

Le coup de génie de Perón, qui l'amènera à occuper le plus haut niveau de l'Etat, fut triple. En tant que secrétaire d'Etat, à partir de juin 1943, il promulgue des lois sociales (sécurité sociale, application de la réglementation sur la durée du travail). Aidé par sa femme Evita, il concurrence les organismes catholiques de charité en distribuant vêtements et nourriture aux « *descamisados* » (les démunis de tout). Enfin, il noue une alliance avec une partie des dirigeants de la CGT, tout en restant dans un gouvernement qui jetait les syndicalistes en prison et interdisait les partis politiques.

La fin de la seconde guerre, avec la défaite de l'Axe, oblige les classes dirigeantes argentines à se déterminer par rapport aux Etats-Unis. Abandonné par l'armée, Perón démissionne le 9 octobre 1945 et est emprisonné le 12 octobre. Il demande aussitôt à ses partisans de la CGT de déclencher une grève générale de 24 heures, le 18 octobre 1945, en défense de 'ses' lois sociales, donc en son soutien.

Mais, dès le 17 octobre, les ouvriers se mettent en branle. Lorsque, le matin du même jour, les premiers cortèges de dockers et d'ouvriers des abattoirs s'ébranlent d'aussi loin que La Plata (50 Km du centre de Buenos Aires), personne ne peut imaginer l'ampleur qu'ils vont prendre. La grève générale est totale. Un million de manifestants convergent vers le centre de la capitale. Le gouvernement s'évapore, Perón est libéré et porté au pouvoir. S'affichant au balcon de la Casa Rosada, à minuit, le « *Lider* » est sacré président par les « *descamisados* ». « *¡Mañana es la San Perón! ¡Que trabaje el Patrón!* »⁵. Le lendemain, 18 octobre, la grève générale appelée par la CGT se solde par un triomphe.

Perón promulgue aussitôt deux décrets. Le premier instaure le 13^e mois obligatoire (l'« *aguinaldo* », versé en deux tranches en juillet et en décembre). Le second institue le salaire minimum garanti. Le mois de janvier 1946 correspond au moment le plus aigu de l'affrontement. La CGT s'appuie sur les secteurs où la présence de sympathisants péronistes dans son appareil est la plus forte (dockers, cheminots, travailleurs des abattoirs, employés du secteur public). La grève générale menée du 14 au 17 janvier s'achève sur une défaite patronale.

Les élections présidentielles favorisent la création d'un large rassemblement autour de Perón. On y trouve, pêle-mêle, des membres de la CGT (regroupés au sein du parti travailliste, fraîchement créé en novembre 1945), des scissions du parti radical et d'autres partis, des anciens socialistes et des catholiques anti-communistes. En 1946, ces fractions fusionneront dans le parti justicialiste.

Perón avance un programme aussi flou que fédérateur des couches sociales les plus disparates : nationalisme politique et économique⁶, mise en place d'amortisseurs sociaux, collaboration de classes. Comme pour le parti fasciste italien ou le parti nazi allemand, l'accession des péronistes aux commandes

⁵ « Demain, c'est la Saint Perón ! Que travaille le patron ! »

⁶ Dès mars 1946, il introduit le contrôle du commerce extérieur.

de l'appareil de l'Etat engendre un clientélisme de masse nouveau. Nombre d'anciens syndicalistes, des ralliés de la dernière heure, de simples clients du péronisme ou encore des arrivistes et des aventuriers sont promus sur le champ à des postes administratifs. En conséquence de quoi, les frais de fonctionnement de l'Etat s'accroissent considérablement.

Comme pour le parti fasciste ou le parti nazi, l'hétérogénéité des soutiens de Perón exige tôt ou tard que le « *Lider* » tranche entre ces différentes composantes. Mais il n'y aura pas de Nuit des longs couteaux. En 1947, la nouvelle charte de l'Etat est édictée. Derrière une façade démocratique, le principe du chef Perón y occupe une place de tout premier ordre. Voilà une autre analogie avec les partis fasciste et nazi. Les partis d'opposition sont écartés des élections, donc du parlement. La magistrature doit se soumettre à l'autorité du Chef. La police classique œuvre avec la police syndicale pour écarter les récalcitrants.

Dans les usines, la CGT engrange les dividendes de son engagement péroniste. Elle compte désormais quatre millions de membres (six millions en 1955 !). Le monopole de l'embauche, les cotisations prélevées sur la feuille de paie et l'adoption de représentants syndicaux dans les entreprises sont au nombre de ses conquêtes. Et gare à qui s'y opposerait. Dès 1946, les syndicats indépendants sont dissous et leurs militants emprisonnés. Les fédérations de branches sont regroupées dans la CGT, elle-même réorganisée en 62 entités professionnelles, sur le modèle des corporations fascistes. Les grèves sont désormais interdites.

Pour les travailleurs, ce sont des années de euphorie. Les salaires réels sont augmentés de 38% entre 1943 et 1948. Entre 1945 et 1949, le budget des caisses de retraite passe de 198 millions à 3 milliards de pesos. Outre son programme social (augmentations de salaires, création de la sécurité sociale, dont les retraites), le régime Perón fait nationaliser les banques, les compagnies de chemin de fer, du gaz et de l'électricité, du téléphone, crée la compagnie aérienne nationale, réalise des grands travaux et développe une industrie nationale (aciéries, etc.), placée parfois sous le contrôle direct de l'armée. Un premier plan quinquennal est lancé en 1947. Le financement de l'essor industriel et les mesures d'ordre social ont été financés sur le dos du secteur agricole. Grâce à l'instauration, en 1946, du contrôle étatique des prix des matières premières agricoles et leur revente au prix du marché à l'étranger par l'Etat lui-même, ce dernier s'offrait des coquettes marges de l'ordre de 200 %.

Le Péronisme souscrit aux critères généraux nous permettant de le définir comme fasciste. En effet, :

- il réalise l'intégration des partis et des syndicats ouvriers à l'appareil d'Etat
- il se caractérise par la fusion du parti fasciste avec l'appareil d'Etat
- il s'organise en partis interclassistes de masse, ayant une base ouvrière
- il sert, dans certaines conditions, le développement du capital
- il nie absolument le conflit de classe
- il est un mouvement violent foncièrement nationaliste, tout en utilisant la démocratie bourgeoise pour accéder au pouvoir.

Le péronisme arbore aussi ses propres spécificités, dont la plus notable est l'ampleur, de 1943 à 1949, de l'appui des ouvriers via la CGT. En ce sens, il affiche également d'importantes similitudes avec le stalinisme.

Contrairement à Hitler et Mussolini, arrivés au pouvoir en période de crise économique, Perón a bénéficié de conditions exceptionnelles pour réaliser progressivement l'intégration de la classe ouvrière à l'Etat (développement impétueux de l'industrie, nouvelle classe ouvrière d'origine rurale dépourvue d'expérience politique, appui inconditionnel de la grande majorité de la bureaucratie syndicale, marché mondial des marchandises agricoles en pleine expansion). Il est parvenu à surfer sur la vague de luttes du 17 octobre 1945, en la détournant à son profit, en gelant ainsi toute possibilité de croissance politique autonome de la classe exploitée. Plus généralement, l'ensemble des classes de l'Argentine se sont soumises au projet péroniste sans que celui-ci ne soit conduit à mener une répression ouverte à la mode mussolinienne, hitlérienne ou stalinienne.

Pourtant, celle-ci n'en sera que reportée de quelques décennies. Péron, revenu à la tête de l'Etat en septembre 1973, ne tardera pas, cette fois-ci, à se salir. Le prolétariat va payer au prix fort ses formidables grèves et insurrections menées entre 1969 et la grève totale de juin 1975. A partir de 1974, Péron mourant

lâche ses chiens de l'extrême droite afin d'éliminer les éléments prolétariens les plus remuants et faire le ménage dans son propre camp (les *Montoneros*). La répression montera d'un cran et les généraux (au pouvoir de mars 1976 à 1982) vont la parachever. Bilan : 30.000 morts, 100 000 emprisonnés, pour un pays qui ne comptait alors que 25 millions d'habitants.

HIER, LE LIBERAL-MENEMISME

Jouant de l'attachement des Argentins à la belle époque de Perón, en juillet 1989, le péroniste Carlos Menem parvient à se faire élire président. Mais son action sera à l'opposé de la doctrine péroniste traditionnelle. Elle sera marquée par l'austérité budgétaire, la baisse des barrières douanières, les privatisations, la révision du code des impôts, ainsi que la congélation des comptes bancaires.

- Pour pallier la crise fiscale croissante de l'Etat, il décide d'un plan de réduction de ses coûts de fonctionnement en licenciant, entre autres, en 1991-92, plus de 110 000 fonctionnaires fédéraux et 107 000 provinciaux. Il transfère aux budgets provinciaux plus de 200 000 enseignants, ayant auparavant un statut de fonctionnaires de l'Etat fédéral. La manœuvre ne réussit que très partiellement. La nécessité, pour les gouverneurs provinciaux péronistes, de garder leurs vastes clientèles électorales, les poussera à contrecarrer ces mesures. Dans la seule province de Buenos Aires, dont le gouverneur fut Duhalde, le nombre de fonctionnaires passe de 280 000 en 1991 à plus de 400 000 en 1999.
- Pour contrer la baisse des recettes fiscales dues aux exportations clandestines de capitaux, Menem va accroître les pouvoirs de la Dirección General Impositiva (DGI) et met en place dès 1989 une TVA. Il supprime les taxes à l'exportation tout en augmentant celles à l'importation. Non sans résultat. En 1991, l'Etat collecte 24,4 milliards de dollars, contre 13,7 deux ans plus tôt.
- Pour desserrer la contrainte budgétaire d'un secteur industriel peu ou pas rentable, Menem lance un plan de privatisations en plusieurs étapes (chemins de fer, téléphones, aciéries, postes, etc.) qui se traduit par des centaines de milliers de licenciements. Ce plan aurait apporté à l'Etat quelque 65 milliards de dollars.
- Pour stopper la dépréciation galopante du peso, Menem supprime l'Austral (il fallait alors 10 000 australs pour 1 dollar). Sur les conseils de son ministre des finances Cavallo, il impose, dès 1991, la parité peso/dollar. Il supprime les contrôles des changes et l'indexation des salaires. Le déficit budgétaire tombe à 1,8 % du PIB en 1991, contre 5 % en 1990 et une moyenne de 9 % pendant les années 1980.
- Sur le modèle de l'Alena, l'Argentine s'engage - avec le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay - dans la création d'un marché commun continental, le Mercosur.

Tant décriée aujourd'hui, la parité peso/dollar - rendue possible aussi par le niveau relativement bas du billet vert au sortir de la crise économique des Etats-Unis de 1991 - a permis d'attirer à nouveau les investisseurs étrangers, assurés d'une traduction monétaire intégrale de la valeur produite en Argentine parce que réalisée au travers d'une monnaie stable et corrélée à la monnaie internationale par excellence. En outre, le pays offrait aux sociétés étrangères une denrée rare dans les pays de la périphérie du capitalisme : une main d'œuvre qualifiée.

L'engagement en Argentine des entreprises étrangères s'est fait avec beaucoup de prudence. Les patrons avaient en mémoire l'instabilité politique et sociale du pays. Dans un premier temps, au lieu d'investir massivement, elles préférèrent dégraisser franchement les effectifs pour accroître la productivité du travail. En plongeant des centaines de milliers de travailleurs dans la précarité et le chômage, les entreprises étrangères ont contribué au rétrécissement du marché intérieur des marchandises vouées à la consommation privée.

Au total, l'ère Menem a été, sous divers aspects, positive pour le capital. Le réseau téléphonique a commencé à fonctionner à peu près correctement. Les transports de Buenos Aires (métro et trains de banlieue) ont retrouvé une clientèle solvable, de même que les principaux services marchands autrefois publics (gaz, électricité, eau, autoroutes). Les banques ont profité de taux d'intérêt élevés et de comptes très majoritairement libellés en dollars. Enfin, en 1995, l'arrimage du peso au billet vert lui a permis d'échapper à la contagion de la crise fiscale de l'Etat mexicain qui s'était soldée par la dévaluation de 40% de la monnaie locale. En 1997 et en 1998, le peso argentin est également sorti indemne des dévaluations

des monnaies de nombreux pays de la périphérie du capital (Thaïlande, Brésil, Russie, Malaisie, Corée du sud, etc.).

En vertu de ce nouveau climat de confiance des milieux des affaires, les détenteurs de capitaux ont rapatrié une bonne partie des 50 milliards de dollars qu'ils avaient placé auparavant sur les marchés financiers extérieurs. En 1991, les importations doublent tandis que les exportations stagnent. Le marché argentin des biens de consommation est le deuxième d'Amérique latine par sa surface solvable. Il correspondait alors à 15 millions de personnes sur un total de 36⁷. Mais, peu à peu, le périmètre du marché solvable se contracte, du fait de l'appauvrissement progressif des couches moyennes, des fonctionnaires et, bien entendu, des classes exploitées.

Sur fond d'envol du dollar (donc du peso) et de rétrécissement des échanges au sein du Mercosur, les marchandises argentines – déjà traditionnellement peu exportées (seulement 9% du PIB relève des exportations) – deviennent trop chères et donc de moins en moins demandées. Dès lors, en dépit de l'adoption de nombreux dispositifs de rigueur budgétaire destinés à contenir la crise économique, Menem est conduit à autoriser l'endettement des banques régionales. La dette fédérale a augmenté d'un tiers en quatre ans et celle des provinces a doublé⁸. En dix ans, les dépenses publiques totales ont été multipliées par deux. En 2001, la crise ne peut plus être repoussée. Pour la première fois depuis l'ascension de Menem aux commandes de l'Etat, les investissements étrangers s'effondrent. L'heure des comptes a sonné.

DES LUTTES D'HIER A CELLES D'AUJOURD'HUI

La classe ouvrière argentine a toujours fait preuve d'une grande combativité. Entre 1968 et 1975, conséquence de l'industrialisation accélérée des années '60, le mouvement prolétarien qui avait fait chuter le régime des généraux, s'affronte à la CGT en revendiquant la reconnaissance de la « *démocratie à la base* » et se débarrasse de l'emprise du péronisme. Pour une trop courte période, certes, ce mouvement a su se doter d'organes propres, les commissions internes fédérées au sein des conseils de zones. Le bilan est connu : 30 000 morts et 100 000 emprisonnés. A l'exception de la Chine, aucun autre pays capitaliste développé n'a connu une répression d'une telle ampleur.

HIER, LE CORDOBAZO

Le 25 mai 1969, après des mois de luttes débute le Córdobazo. En juin 1968, les ouvriers de plusieurs usines de Santa Isabel et de Ferreyra (FIAT, Ford-Transax, Ilasa) arrêtent le travail, sortent des usines et rejoignent les étudiants qui affrontent la police dans le quartier de Clinicas. En août, lors d'une grève, les ouvriers des mêmes usines ont encore croisé le fer avec les forces de l'ordre. En octobre, mille ouvriers de plusieurs usines débrayent en soutien aux grévistes du pétrole, à l'appel de la coordination « *Vanguardia Obrera Mecánica* ». Au printemps 1969, une foule de conflits internes aux entreprises éclatent. Le 5 mai, les chauffeurs d'autobus sont en grève pour l'ancienneté et les primes. Ils attaquent les bus conduits par des non grévistes. Le 12 mai, le décret gouvernemental abrogeant la « *semaine anglaise* » (44 heures hebdomadaires payées 48) met le feu aux poudres. La réaction des travailleurs permet l'unification des ouvriers des grandes et des petites usines, ainsi que des unités de sous-traitance.

Le 14 mai, le SMATA (syndicat de l'automobile) convoque une assemblée générale au stade Cordoba Sport Club pour décider des moyens de lutte contre le décret gouvernemental. 6 000 ouvriers s'y rendent. L'orientation est à la grève et aux défilés. Vers 15h30, avant la fin du meeting, la police fait irruption dans le stade tout en dispersant les ouvriers qui sont à l'extérieur. Sans attendre que le syndicaliste Elpidio Torres proclame une grève de 48 heures pour les 15 et 16 mai, les ouvriers se ruent hors du stade. La bataille avec les forces de l'ordre va durer plusieurs heures en obligeant la police à reculer. Le 15 mai, à l'appel du syndicat de catégorie, les conducteurs d'autobus s'arrêtent, ainsi que toutes les ouvriers de l'automobile. A Corrientes (nord-ouest de l'Argentine), un millier d'étudiants - en grève depuis plusieurs jours contre l'augmentation des prix de la cantine – se battent avec la police. Bilan : un mort chez les étudiants.

⁷ Dans le cas du Brésil, celui-ci recouvrait 30 millions de personnes (sur 150 millions d'habitants).

⁸ En 8 ans, la dette de la province de Buenos Aires, gouvernée par Duhalde, a triplé pour atteindre 1,7 milliards de dollars.

Le 18 mai, à Rosario, une émeute étudiante a lieu suite au meurtre de l'un des leurs lors d'une manifestation. Le 19 mai, le gouverneur de Córdoba ferme l'Université. Le 21 mai, toujours à Rosario, au cours de l'enterrement de l'étudiant, 40 000 personnes descendent dans les rues, forçant la police à se replier. Le 21 mai, à l'appel du SMATA, les délégués de l'automobile votent une grève de 48 heures pour le 29 mai. Tous les syndicats s'y rallient, sous la pression des délégués de base. Le 24 à Córdoba et le 27 à Tucumán les cortèges abondent. Le 28 mai, le gouvernement menace grévistes et manifestants du conseil de guerre.

Le 29 mai, à 11 heures du matin, les premiers cortèges ouvriers (FIAT, Materfer, Perkins) venant de Ferreyra par la route 9, engagent des combats avec la police. Les ouvriers lancent boulons et cocktails molotov. Un premier ouvrier est tué. Les autres érigent des barricades et repoussent la police. Au même moment, dans d'autres quartiers, des « colonnes ouvrières » épaulées par les étudiants attaquent la police à cheval. Elles entraînent au passage les travailleurs des petites usines. La marche reprend. Vers 18 heures, le centre ville est contrôlé par les manifestants. L'avenue Colón brûle. Les bâtiments publics sont aux mains des ouvriers.

Mais pour quoi faire ? Toutes tendances confondues, les syndicats ne savent que faire de cette victoire encombrante. A l'annonce de l'arrivée de colonnes de chars, une partie des manifestants rejoint le quartier de l'Université, tandis que des électriciens de la centrale de Villa Revol coupent le courant, plongeant la ville dans le noir. L'armée est désorientée. Les insurgés reprennent l'initiative. Toute la nuit, le quartier de l'université résiste. Au petit matin, les manifestants du centre ville brisent l'assaut de l'infanterie. Ce 30 mai, la grève générale lancée par les deux CGT est quasi totale dans le pays. Le Cordobazo demeure un des très hauts faits d'armes de la classe ouvrière mondiale.

AUJOURD'HUI, LES « PIQUETEROS »

Les « piqueteros » sont les gens qui coupent les routes par des barrages dans le cadre d'une grève ou de la riposte à un lock-out. Cette forme de lutte a souvent été utilisée à Cutral-Có, en 1996 et 1997, à Tartagal et à Cruz del Eje, en 1997. Les barrages deviennent le lieu privilégié de discussion. Chaque piquet rassemble de 100 à 1 000 personnes. Plusieurs actions insurrectionnelles, toujours à Cutral-Có, Tartagal et Cruz del Eje, viennent compléter le portrait des luttes. Elles reflètent cependant des intérêts de classe fréquemment divergents. Y participent, tantôt ensemble tantôt séparément, plusieurs catégories, dont les chômeurs, les étudiants et les ouvriers, mais aussi les petits patrons, les agriculteurs et les commerçants. L'apparition de ce mouvement multiforme avait été précédée par la création de petites associations de chômeurs, à l'instar de celle de San Fernando (banlieue de Buenos Aires). Ici, de septembre à novembre 1999, s'est déroulée une lutte victorieuse pour l'obtention de postes de travail et de nourriture gratuite. Autre exemple, en octobre de la même année, celui des travailleurs licenciés de l'usine Plottier à Neuquén. Après 30 jours de combats, ils obtiennent la prolongation de leurs indemnités de chômage au-delà de la fermeture de l'usine.

Dans les premières années (jusqu'en 1999), les assemblées de barrages se dissolvaient dès la fin de l'agitation. A partir de 2000, leur organisation tend à devenir permanente et à se fédérer au niveau provincial puis national. Aujourd'hui, les barrages reflourissent. Les premières coordinations issues des barrages sont apparues en mai juin 1997 à Cutral-Có, puis à Jujuy. Ici, les chômeurs -composante active centrale de l'action- se sont d'abord organisés pour assurer leur survie, ensuite pour obtenir du travail, de la nourriture et des soins médicaux gratuits. La stabilisation des structures de chômeurs démarre à Tartagal, à l'extrême nord, pour s'étendre à l'ensemble du pays.

Le saut vers la formalisation d'une organisation de participants aux barrages a été réalisé en 2000, avec l'apparition des « piqueteros » à La Matanza même (banlieue ouvrière de Buenos Aires). C'était le point de départ de son extension à toute la région de Buenos Aires. En atteignant la capitale, les barrages deviennent plus massifs. Le barrage de La Matanza, comme celui de La Plata, a rassemblé entre 4 et 6 000 personnes pendant dix jours. Le 3 décembre 2000, les « piqueteros » de Tartagal convoquent les assemblées locales pour la tenue d'une assemblée nationale provisoire.

Les « piqueteros » revendiquent, manifestent, attaquent les dépôts de vivres et les édifices du pouvoir politique et bancaire. Ils participent aussi activement aux grèves, aux piquets et aux manifestations des ouvriers. Les ouvriers combattifs sont à leur tour nombreux à se joindre aux « piqueteros » sur les

barrages. Ces derniers reçoivent également l'appui des principaux syndicats, déterminés à récupérer les prolétaires en lutte. Aujourd'hui, qu'ils soient chômeurs, salariés à temps partiel ou à temps plein, les « *piqueteros* » s'organisent sur la base de l'assemblée locale, souvent née autour d'un barrage, d'une lutte de quartier, de ville ou d'usine. Chaque assemblée élit des délégués révocables au niveau provincial. Enfin, il existe l'assemblée nationale. Près de deux millions de personnes ont participé aux assemblées « *piqueteros* ».

Mais dans ce chiffre apparaît aussi l'ensemble des inscrits aux syndicats et aux partis politiques de gauche (*Polo Obrero*) et d'extrême gauche (dont le CCC - *courant de classe combattant*, syndicat lié au PCR maoïste - ou le *Partido Obrero*), adhérant au mouvement. A titre d'exemple, la CTA (sorte de SUD argentine) compte près de 900 000 membres, soit plus de 40% des effectifs « *piqueteros* ». Ce syndicat, issu de la mouvance péroniste de gauche et de plusieurs formations réformistes et nationalistes d'extrême gauche, participe au mouvement des barrages pour se démarquer des deux CGT, y puiser des nouveaux militants et le diriger vers la constitution d'un syndicat de chômeurs inoffensif, contrôlé de près par les grandes centrales syndicales.

A partir de la fin 1999, à mesure que l'organisation « *piquetera* » se déploie du niveau local au niveau régional, on constate à la fois un recul du nombre de barrages spontanés et l'accroissement en son sein du poids des formations politiques et syndicales. La présence des groupes politiques et syndicaux de la gauche réformiste dans l'organisation « *piquetera* » a dilué les revendications initiales (aliments, soins, argent) dans un océan d'objectifs qui lui étaient étrangers (amnistie et libération des emprisonnés, droit légal aux barrages, etc.).

Par conséquent, la réalité « *piquetera* » n'est plus à porter au pinacle. Son évolution est désormais largement inscrite dans un tracé d'intégration complète aux syndicats officiels et donc à l'Etat. Le foisonnement de groupes locaux indépendants desdits syndicats, ayant pour but la satisfaction de besoins immédiats, pratiquant une forme de lutte simple et efficace - les barrages des routes - ne donne plus l'impression que ces embryons d'organes autonomes de la classe puissent se développer et centraliser au sein de l'organisation actuelle.

Si les « *piqueteros* » se sont invariablement mobilisés en faveur des autres secteurs du prolétariat - y compris les travailleurs ayant un emploi -, ils n'ont malheureusement pas été avares de leur solidarité active envers d'autres classes de la société argentine telles les couches moyennes. Or, ces couches ne partagent pas les intérêts de la classe exploitée. L'absence d'une composante réellement révolutionnaire, capable de consolider l'autonomie politique du mouvement « *piquetero* », se fait cruellement sentir. A ce titre, il n'est donc pas étonnant qu'aucune assemblée « *piquetera* » officielle n'ait appelé à participer aux journées des 19 et 20 décembre. Quelques groupes de base seulement étaient présents.

L'unité de toute la société civile contre le gouvernement, fût-elle réalisée au moyen des barrages les plus durs, constitue un danger majeur pour l'autonomie politique de la classe ouvrière. Faiblesse des luttes ouvrières des années '60 et '70, cette vieille casserole de l'interclassisme menace à nouveau la révolte prolétarienne.

Bruxelles-Paris, le 5 février 2002

Nota : ce texte est une version extraite d'un texte long à paraître sous forme de document de travail.

Pour toute correspondance : écrire, sans autre mention, à B.P. 1666, Centre Monnaie, Bruxelles.
